

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAIT)

Rue de l'étang
BP 20057
57400 Sarrebourg

Références : SARREBOURG_COLLECTE-LAIT_2025-07-23_RAPVI-IED_MT_01742
Code AIOT : 0006201828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAIT) implanté Rue de l'étang BP 20057 57400 Sarrebourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans son dossier de réexamen du 24 décembre 2020, l'exploitant a effectué la conformité de ses installations avec les MTD (meilleures techniques disponibles) du BREF principal FDM (Food Drink Milk - industries agro-alimentaires et laitières).

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement étant constitué de l'ensemble des installations à l'exception :

- de l'atelier de maintenance,

- des locaux administratifs et sociaux,
- de la station service et du garage.

Il est ressorti de l'analyse de l'inspection des installations classées que certaines MTD doivent être mises en œuvre au plus tard le 4 décembre 2023 (cf. lettre préfectorale du 2 mai 2022) afin d'atteindre la conformité des installations au BREF FDM. La présente visite est réalisée pour constater la conformité des installations au BREF FDM.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAIT)
- Rue de l'étang BP 20057 57400 Sarrebourg
- Code AIOT : 0006201828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Basée à Sarrebourg (57), l'entreprise COLLECTE LAIT SARREBOURG exerce une activité de collecte et de distribution de lait. A ce titre, elle relève de la Directive Européenne « IED » au titre de la rubrique principale **3643** (Traitement et transformation du lait) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2013_DLP_BUPE_209 du 17 juillet 2013 d'autorisation d'exploiter sur le site de Sarrebourg, complété notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-DCAT-BEPE-10 du 21 janvier 2021 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	MTD 13 : programme de surveillance des émissions sonores.	Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.8 (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois
7	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant épuration	Arrêté Préfectoral du 13/07/2013, article 4.3.8 (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 1 : Système de Management Environnemental (SME)	Décision d'exécution du 12/11/2019, article Annexe - 1.1 (partiel)	Sans objet
2	MTD2: Inventaire consommation eau, énergie, matières premières, flux rejets	Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.1 (partiel)	Sans objet
3	MTD 2 : Mesures de l'azote total dans les rejets d'eaux	Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.1 (partiel)	Sans objet
4	MTD 3 : Maintien de la stratégie de surveillance des paramètres eaux usées	Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.2 (partiel)	Sans objet
5	MTD 4 : Mesure des chlorures dans les rejets d'eaux	Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, il a été constaté que les conclusions des MTD n°1, n°2, n°3, n°4 relatives au BREF FDM (Food Drink Milk - industries agro-alimentaires et laitières) applicables à la société Collecte lait sont mises en place.

La visite a permis de montrer que les installations ne respectent sur les mesures des niveaux sonores émis dans l'environnement en limite de propriété (point de contrôle n° 1)

Cette non-conformité fait l'objet d'une demande d'action corrective dans un délais adapté aux mesures à réaliser.

En outre, l'analyse des déclarations sur la plateforme de gestion informatisée des résultats d'autosurveillance (GIDAF), montre des dépassements fréquents en pH et DCO dans les eaux résiduaires rejetées dans la station d'épuration de Sarrebourg. Une demande d'action corrective relative à ces dépassements est adressée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD 1 : Système de Management Environnemental (SME)

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 12/11/2019, article Annexe - 1.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, MTD n° 1 : Mise en place d'un SME
Prescription contrôlée : [...] Mettre en place ou maintenir un SME dans le cadre de l'amélioration continue du site. Maîtriser ses rejets et impacts environnementaux. [...]
Constats : Le système de management environnemental ISO 14001 est en place. Le justificatif de la certification a été présenté lors de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD2: Inventaire consommation eau, énergie, matières premières, flux rejets

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, MTD2: Inventaire consommation eau, énergie, matières premières, flux rejets
Prescription contrôlée : Afin d'utiliser plus efficacement les ressources et de réduire les émissions, la MTD consiste à établir, à maintenir à jour et à réexaminer régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux [...]
Constats : Lors de la visite, suite à la mise en place du SME, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et des matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux a été présenté. Cet inventaire a donné lieu à un plan d'action avec des objectifs mesurables pour l'année 2025, comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - ratio de 0,21 (entre la consommation d'eau pour 1000 litres de lait collectés); - ration de 0,50 (entre la consommation de soude pour 1000 litres de lait collectés); - 10 kW de gaz consommés pour 1000 litres de lait collectés; - 8,3 kW d'électricité consommée pour 1000 litres de lait collectés. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD 2 : Mesures de l'azote total dans les rejets d'eaux

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, MTD 2 : Mesures de l'azote total dans les rejets d'eaux
Prescription contrôlée : [...]

Valeurs moyennes et variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents [...] (les espèces azotées) [...]
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de l'examen de l'application des conclusions des MTD du BREF FDM aux installations, seuls le paramètres et polluants suivants étaient surveillés dans les rejets d'eaux usées : débit, pH, température, DCO (Demande chimique en oxygène), MES (Matières en suspension), NTK (azote kjeldahl) et Pt (phosphore total). L'exploitant ne mesurait pas l'azote total (NGL).</p> <p>Les derniers résultats de mesure (rapport n° 241111007-01 du 5 décembre 2024) montrent que l'azote total est mesuré par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD 3 : Maintien de la stratégie de surveillance des paramètres eaux usées

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, MTD 3 : Maintien de la stratégie de surveillance des paramètres eaux usées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les émissions dans l'eau à prendre en considération d'après l'inventaire des flux d'effluents aqueux (voir MTD 2), la MTD consiste à surveiller les principaux paramètres de procédé [...] à certains points clés (par exemple, à l'entrée et/ou à la sortie de l'unité de prétraitement, [...] au point où les émissions sortent de l'installation).</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour se conformer à la MTD3, l'exploitant s'est engagé et doit maintenir une stratégie de surveillance des paramètres des eaux usées pertinents.</p> <p>La stratégie actuelle imposée par les articles 4.3.4, 4.3.6(partiel), 4.3.8, et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-DLP/BUPE-209 du 17 juillet 2013 est la surveillance des paramètres des eaux usées suivants : débit, pH ,température et DCO (demande chimique en oxygène) selon une fréquence hebdomadaire en interne et débit, pH, DCO, MES (matières en suspension), NTK (azote kjeldahl), Pt (phosphore total) et désormais NGL(azote total) selon une fréquence trimestrielle par un laboratoire extérieur. Cette stratégie est maintenue.</p> <p>Sans observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MTD 4 : Mesure des chlorures dans les rejets d'eaux

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, MTD 4 : Mesure des chlorures dans les rejets d'eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les émissions dans l'eau au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.</p> <p>Tableau non reproduit. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'exploitant mesure la concentration en chlorures dans ses eaux usées conformément aux normes analytiques européennes (EN) en vigueur (cf. rapport n° 241111007-01 du 5 décembre 2024).</p> <p>Sans observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD 13 : programme de surveillance des émissions sonores.

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 19/11/2019, article Annexe - 1.8 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, MTD 13 : programme de surveillance des émissions sonores.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un protocole précisant les actions et le calendrier, - un protocole de surveillance des émissions sonores, - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple), - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au moment du dépôt du dossier de réexamen IED, le site ne disposait pas de programme de surveillance des émissions sonores.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté son programme de surveillance et les derniers résultats de mesure (rapport de mesure n° T230001889 du 20 avril 2023) des niveaux sonores engendrés dans l'environnement par les installations de la société Collecte Lait.</p>

Il y a 5 points de mesure en limite de propriété (LP), dont 3 points sont en même temps des points de zones à émergence réglementée (ZER).

L'émergence est conforme, de jour comme de nuit à tous les points.

Il est rapporté :

- Au point 1 (limite de propriété Sud-Ouest, près du portail), un dépassement du niveau sonore en limite de propriété, en période nocturne. **51.5** décibel (dB) pour un seuil à 50 dB. Ce qui traduit une non-conformité au regard de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-209 du 17 juillet 2013.

- Au point 5 (limite de propriété Sud, au niveau du parking et zone à émergence réglementée), une tonalité marquée. Le rapport indique que cette tonalité est présente sur la bande de fréquence à 630 Hz et pourrait trouver son origine dans les installations type groupes froid situées en toiture du bâtiment. D'autres installations type pompes, notamment utilisées lors du dépotage des camions, pourrait également être à l'origine de la tonalité marquée en ce point.

L'exploitant déclare n'avoir pas reçu de plainte pour nuisances sonores.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de présenter un plan d'action de retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2013, article 4.3.8 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, dépassements fréquents en pH et DCO

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration communale, les valeurs limites en concentration pour un débit de 200 m³/jour.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
MEST	800
DCO	3 000
DBO5	1 500
Azote global exprimé en N	150

Phosphore total	50
Hydrocarbures totaux	10
pH	Entre 5.5 et 9

Constats :

La déclaration sur la plateforme de informatisée des résultats d'autosurveillance (GIDAF), montre des dépassements fréquents du pH et de la DCO dans les eaux résiduaire :

pH

	Mars 2023	Mai 2023	Septembre 2023	Mars 2024	Juin 2024	Août 2024
Valeur mesurée	10	10	9,4	9,1	10,3	9,7
Valeur limite	Entre 5 et 9	Entre 5 et 9	Entre 5 et 9	Entre 5 et 9	Entre 5 et 9	Entre 5 et 9
Cause	Dérive sonde de conductivité sur la NEP	Lavage acide impossible, pour un défaut sur une vanne	lavages soudes majoritaires	lavages soudes majoritaires	lavages soude prépondérants impactant le pH	lavages soude prépondérants impactant le pH
Mesures correctives	Remplacement de la sonde	Changement de la vanne acide	Équilibre des lavages acides/soudes	Équilibre des lavages acides/soudes	Équilibre des lavages acides/soudes	recherche d'équilibre favorable soude / acide

Les dépassements de pH sont conséquents et réguliers entre mars 2023 et août 2024. En plus d'un an, l'exploitant n'arrive toujours pas à ajuster correctement son mix acide/base. Même avec des volumes modestes, ces dépassements peuvent être à l'origine de dysfonctionnements sur une station d'épuration.

DCO

	Novembre 2023	Juin 2024	Août 2024	Décembre 2024
V a l e u r mesurée(mg/l)	3300	4370	3020	3380
Valeur limite (mg/l)	3000	3000	3000	3000
Cause	Non expliqué	Non expliqué	Non expliqué	Perte de matière première de lait i m p u t e l a p o l l u t i o n
M e s u r e s correctives	R a t i o biodégradabilité D C O / D B O 5 a c c e p t a b l e , et maintien du s u i v i hebdomadaire	Ratiobiodégrada bilité D C O / D B O 5 a c c e p t a b l e .	Dépassement jugé mineur.	Remplacement d'une vanne de tank.

Entre novembre 2023 et décembre 2024, les dépassements en DCO sont notables. L'exploitant doit trouver une solution durable.

Si les actions correctives mise en place s'avèrent inefficaces, l'exploitant peut au titre de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 : " [...] Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement[...]proposer de nouvelles valeurs limite (VLE) en DCO ou un autre macro polluant et prouver qu'elles sont compatibles avec la capacité de traitement de la station d'épuration, afin de faire modifier les VLE imposées par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2013 .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires au respect des valeurs limites de rejet des effluents aqueux vers la station de traitement des eaux usées communale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois